

	<b>Référence dossier : N° PC00104323A0014</b>	
	<i>Déposé le 01/06/2023, récépissé affiché en Mairie le 02/06/2023</i>	Complété le 29/09/2023
	<i>Par : COMMUNE DE BEYNOST Demeurant à : Place de la Mairie 01700 BEYNOST Représenté par : TERRIER Caroline Sur un terrain sis : 255 rue des écoles 01700 BEYNOST Refs cadastrales : Section AK-0712, AK-0364</i>	<b>Surface de plancher : 0</b> <b>Description du projet :</b> Transformation de 2 logements en locaux d'activité, changement des menuiseries, travaux d'isolation extérieure, pose de 3 ensembles de 3 modules d'algéco pour une durée temporaire

**Madame le Maire,**

**VU** la demande susvisée,

**VU** le Code de l'Urbanisme, en particulier le livre IV relatif aux constructions, aménagements et démolitions,

**VU** la délibération du Conseil Municipal de BEYNOST, en date du 26/11/2020, instituant la Taxe d'Aménagement,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16/12/2019, et notamment le règlement de la zone U, secteur de centralité, de densité 1,

**VU** le Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé le 16/01/2006,

**VU** l'autorisation de travaux n°AT00104323A0005 délivrée le 23/11/2023 en vue de la création et de la modification d'établissements recevant du public au regard des règles de sécurité et d'accessibilité,

**VU** les deux avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur en date du 21/11/2023,

**VU** l'avis de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées en date du 28/09/2023,

**VU** l'avis de ENEDIS, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, en date du 21/06/2023,

**VU** l'avis de SUEZ, gestionnaire du réseau d'eau potable, en date du 27/06/2023,

**VU** la consultation de SUEZ, gestionnaire du réseau d'assainissement collectif, en date du 16/06/2023,

**VU** les pièces complémentaires en date du 29/09/2023,

**VU** les nouveaux documents déposés en mairie en date du 16/10/2023 et du 16/11/2023,

**CONSIDERANT** que le terrain est situé en zone Bt du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), que le projet est admis dans cette zone, mais que des prescriptions sont nécessaires pour respecter le règlement du PPRN en vue d'assurer la protection des biens et des personnes,

**A R R Ê T E**

**Article 1 :** Le permis de construire est **ACCORDÉ** pour le projet décrit dans la demande susvisée sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants :

**Article 2 –.** Les matériaux et coloris de la partie neuve de la construction seront en harmonie avec l'existant ;

Les prescriptions émises par le service gestionnaire du réseau d'eau potable seront strictement respectées (cf. copie jointe) ;

**Article 3** – Le projet devra respecter en tout point le règlement du PPRN consultable en mairie et sur le site internet de l'Etat dans l'Ain.

BEYNOST, le 30/11/2023

L'Adjoint en Charge de l'urbanisme  
Joël AUBERON



### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

**ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Elle doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

**DROIT DES TIERS** : La présente décision est délivrée sans préjudice du droit des tiers (contrats, servitudes, ...) qu'il appartient au bénéficiaire de respecter.

**TRANSMISSION - COMMENCEMENT DES TRAVAUX** : La présente autorisation sera transmise au représentant de l'État, sous quinzaine. Les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire, c'est-à-dire à compter de cette transmission et de la notification au bénéficiaire.

**AFFICHAGE** : L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres visibles depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, la superficie du terrain, la superficie de plancher et la hauteur de la construction. Il mentionne que le dossier peut être consulté en mairie et qu'un recours administratif ou contentieux d'un tiers contre cette autorisation doit être notifié sous peine d'irrecevabilité, à l'auteur de l'acte et à son bénéficiaire. Il est également affiché en mairie par les soins des services municipaux.

**VALIDITÉ** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification, ou de la date à laquelle l'autorisation a été accordée tacitement. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, sur demande présentée deux mois avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres, les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez proroger. Votre demande en double exemplaires doit être soit adressée au maire par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal, soit déposée contre décharge à la mairie.

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS** : Dans le délai de deux mois à compter de sa notification, pour le pétitionnaire, ou pour les tiers, à compter du premier jour de l'affichage sur le terrain et pendant 2 mois, la présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte (Monsieur le Maire) ou d'un recours en annulation auprès du Tribunal Administratif de Lyon. Il est précisé que sous peine d'irrecevabilité, tout recours contentieux contre cet acte devra être accompagné, soit de la justification du dépôt d'une demande d'aide juridictionnelle, soit du règlement d'une somme de 35 euros au titre de la contribution à l'aide juridique, conformément aux dispositions de l'article 1635 bis Q du Code Général des Impôts, et du Décret n°2011-1202 du 28 septembre 2011.